

# Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

VENDREDI 1er FEVRIER 1980 - No 21 (Nouvelle série)

Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10

2F

## La mairie de Plogoff assiégée par les flics



Ce n'est pas la première fois que la population de Plogoff sera descendue dans la rue, contre l'installation de la centrale nucléaire pour laquelle devait s'ouvrir ce jeudi « l'enquête d'intérêt public ». Sur notre photo, l'une de ces manifestations, fin 1979.

*De notre envoyé spécial  
Pierre Burnand.*

Plogoff, jeudi 10 heures

Depuis jeudi vers 4 heures du matin, sept escadrons de gendarmerie mobile ont encerclé Plogoff. Durant toute la nuit (dès 18 heures mercredi), la population avait dressé des barrages et des barricades auxquelles elle avait mis le feu.

Les gendarmes mobiles, précédés d'un bulldozer et de canons à eau qui ouvraient la route, se sont dirigés aux abords immédiats de la mairie.

On sait que la municipalité de Plogoff et la population s'opposent à l'enquête d'utilité publique qui devait débiter ce jeudi (pour l'installation d'une centrale nucléaire). Elle démontre son opposition dans les faits : la population s'est rassemblée autour de la mairie et a fait face aux forces de police. Des tirs de grenades (à tir tendu) ont eu lieu jusque dans la cour de la mairie où se trouvait le maire de Plogoff ceint de son écharpe tricolore.

Après avoir encerclé la mairie où se trouvait rassemblée la population, les gendarmes mobiles se sont éloignés : la mairie n'est plus bloquée. Elle est fermée, volets clos. Il va y avoir tentative d'installer une mairie annexe. De très importantes forces de police sont présentes dans la région.

Ce jeudi après-midi, à 14 h 30, a lieu une manifestation à Plogoff, appelée sur l'ensemble du Finistère.

Mercredi, les gendarmes avaient amené aux maires des quatre communes concernées les dossiers d'enquête : ils ont été brûlés, en présence des maires tandis que sonnait le tocsin au clocher de Plogoff.

Mercredi également, des étudiants au nombre de 38 ont été arrêtés à Brest où ils occupaient la subdivision EDF en solidarité avec Plogoff.

Ils sont présentés au parquet ce jeudi matin.

## Jeux olympiques de Moscou : un tournant

Lire en page 3

1er février-20h 30,  
salle de la Mutualité (Paris)

## Meeting contre l'agression de l'URSS en Afghanistan

*Al'appel du PCML,  
du PCRml et de l'UCJR*

Exclusif :

## Un entretien avec Mike Barry, ethnologue spécialiste de l'Afghanistan

Lire en page 8

## Evénements de Gafsa (Tunisie)

- **Le premier ministre tunisien accuse la Libye**
- **Menaces d'intervention française**

Après les événements qui ont ensanglanté, dimanche, la cité minière de Gafsa, en Tunisie, et dont on ne connaît d'ailleurs toujours pas le déroulement exact, le premier ministre tunisien, Hedi Nouira, a accusé mercredi soir la Libye d'en être à l'origine. Les autorités tunisiennes qui accusent le régime lybien de vouloir «déstabiliser» la Tunisie, ont annoncé le retrait de leur représentant à Tripoli. En même temps, Tunis a tenu à mettre hors de cause l'Algérie.

La question reste ouverte de savoir si la version des autorités tunisiennes est exacte, et jusqu'à quel point. S'il se vérifiait que les événements de Gafsa sont le résultat d'une intervention extérieure, il resterait probable que le commando qui a tenté dimanche, de prendre le contrôle de la ville, a bénéficié d'appuis dans la population, dans une région marquée par l'opposition populaire au régime de Bourguiba. Quoi qu'il en soit, certaines forces d'opposition, dont le *Collectif tunisien du 26 janvier*, ont tenu à dénoncer aussitôt l'amalgame que peut faire le gouvernement tunisien entre la grève générale du 26 février 1978 et les récents événements. Cet amalgame, disent-ils, étant un moyen de « justifier par avance le recours à une répression accrue contre les travailleurs ».

C'est dans la nuit de dimanche à lundi peu après le déclenchement des événements de Gafsa, que trois bâtiments de guerre français ont appareillé à Toulon à destination semble-t-il du golfe de Gabes, situé à 150 kilomètres au Sud-Ouest de Gafsa. D'autre part, Paris aurait dépêché en Tunisie deux avions de transport Transall, précédant de peu des hélicoptères de combat du 5e régiment de Pau, dépendant de la 11e division parachutiste. La France s'apprête-t-elle à intervenir, sous prétexte de maintenir la « stabilité » dans cette zone névralgique de la Méditerranée orientale, à proximité de l'île de Malte ? Ce serait alors une nouvelle violation de la liberté des peuples et de l'indépendance des pays, dont la France s'est rendue coutumière sur le continent africain.

# Interview d'un directeur d'une «Maison pour tous», dans une ville de l'Ouest «Mettre le plus de gens possible dans le coup»

«Maison pour tous» c'est le nouveau nom des Maisons de Jeunes et de la Culture. Quel rôle d'animation peuvent-elles jouer. L'animateur d'une Maison pour Tous dans un quartier populaire d'une ville de l'Ouest nous a parlé de son expérience et de son travail. Expérience qui ne reflète pas obligatoirement ce qui se passe dans d'autres Maisons pour Tous moins dynamiques.

► *Quand la Maison a-t-elle démarré dans le quartier ?*

Nous sommes dans un des premiers quartiers HLM, une des premières ZUP, il y a une zone verte sur le côté, et un étang. Il s'agit d'une ancienne carrière. Pas loin, il y a une faculté, mais c'est la vie d'un petit village. Le quartier a toujours conservé sa course cycliste, les vieux restent dans le quartier. Maintenant, dans un tel cadre, on construirait des résidences. Il y a aussi une usine d'électronique et une papeterie. Par l'intermédiaire de la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne), une association à but de loisirs avait été créée en 1969 : le comité Mille Club. Il y a eu même temps une opération lancée par la Jeunesse et les sports alors que Comiti était ministre. Il s'agissait de faire participer les jeunes à la construction de leur club. Mais, les conditions de travail étaient difficiles. L'animateur est parti en 1970. Ensuite, est venu un animateur rétribué par la Caisse d'allocations familiales.

► *Et la Maison pour Tous dans tout ça ?*

Nous ressentions la nécessité de développer des maisons de quartier. Pour avoir un animateur, il nous fallait passer par les MJC (Maison de jeunes et de la culture) appelées depuis maisons pour tous. Notre objectif était de travailler avec tous les âges. Nous avons essayé de résoudre les problèmes en mettant tous les gens dans le coup. Pendant 4 ans, nous avons travaillé dans le Mille club à l'élargissement du travail aux associations du quartier qui étaient partie prenante du projet d'animation du quartier : prêts techniques en matériel, prêts de salles. Nous avons établi un dossier et un projet de maison pour tous sur 1 500 m<sup>2</sup> chiffré à 100 millions. Jusqu'en 1977, nous n'avions pas de salle polyvalente. En 1977, nous avons fait une animation «vivre à b...» au moyen d'un montage audiovisuel dans lequel nous retracions ce qu'était la nouvelle Maison pour Tous. Nous l'avons projeté dans six points du quartier à la manière des forains, avec des tracts. Nous avons organisé une visite générale des locaux. Cela s'est terminé par un bal populaire qui a rassemblé 1 500 personnes.

► *Quel est le travail de la Maison pour Tous ?*

Nous demandons toujours un deuxième poste d'animateur per-

manent. Je vais d'abord parler du travail avec les enfants. Nous avons plus de 100 gamins le mercredi. Pendant les vacances scolaires, nous avons des difficultés à cause des congés. C'est pour cela que nous nous battons, pour des postes d'animateurs, afin de pouvoir établir des rotations. Il y a 15 animateurs vacataires, des éducateurs à mi-temps, des mères de famille, des lycéens. Il faut prendre en charge les ateliers, préparer les fêtes, s'occuper des problèmes matériels et administratifs.

Cette année, nous avons donné priorité uniquement aux gosses du quartier. Auparavant, nous recevions aussi les gamins des petites communes des alentours, cela nous permettait d'avoir des liens avec le monde rural.

Nous proposons le modelage, la peinture, la sculpture sur bois, les marionnettes, la pâtisserie, le tissage, le textile, les photos, le bricolage et les ombres chinoises. Les gosses s'inscrivent pour un trimestre. Nous les incitions à vivre le plus collectivement possible, cela nous fait 100 gamins sur 1 000 m<sup>2</sup>. L'enfant s'inscrit dans la grande salle pour le trimestre. L'important c'est qu'il fasse des choses au niveau collectif.

► *Comment se passe une après-midi du mercredi ?*

Chaque atelier de technique dure une heure. Il y a toujours un atelier qui a pour but la pâtisserie pour l'ensemble des gamins. Le travail terminé, les enfants vont sur la « plaine d'aventure ». Là, les gamins jouent au football, à des jeux organisés. Il y a des promenades ou des jeux individuels jusqu'à 16 h 30 avec la possibilité de changer. Ils peuvent aller dans le coin lecture. Puis, tandis que l'atelier-chant présente ses chansons à tout le monde, l'ensemble des enfants se régale des gâteaux préparés par l'atelier-pâtisserie.

Mais nous ne voulons pas être une simple garderie. Aussi nous organisons des réunions, des journées portes-ouvertes avec les parents afin de les associer à notre travail.

► *Quelles sont les activités pour les adultes ?*

Dans le secteur-adulte, il y a aussi des ateliers : expression manuelle, tissage, poterie, photo, ferronnerie, bois, fer, bricolage électronique, astronomie, musique, guitare folk et classique, batterie. Nous avons l'intention de lancer une chorale. Une troupe de théâtre fonctionne une fois par semaine. Autour de la guitare, sont organisés un groupe d'adolescents et un groupe d'adultes. Il existe aussi un club de randonnées pédestres et de cyclotourisme. Nous organisons aussi des stages de formation pour la sérigraphie, la peinture sur soie et le montage audio-visuel.

Là, comme pour le secteur enfance, il y a nécessité de faire les courses, d'entretenir le maté-

riel, d'assurer une présence pour les gens qui viennent discuter.

Les retraités (je n'aime pas le terme 3e âge) sont pris en main par une association du quartier qui se limite à organiser des voyages et des banquets. De notre côté, nous organisons des ateliers de gymnastique, des débats sur la retraite et des permanences sur les droits des retraités, nous avons fait des après-midi dansantes avec un accordéoniste.

Nous n'avons pas de politique de diffusion de la culture à proprement parler. Nous projetons des films ou nous invitons des chanteurs, des troupes de théâtre dans le cadre plus général d'animation à l'occasion d'une fête ou d'un spectacle dans la salle polyvalente. Nous sommes très conscients de nos limites. Il ne peut y avoir de microsociété démocratique. Notre objectif c'est de « mettre dans le coup » le plus de gens possible. La classe ouvrière ne dispose pas ou très peu de temps de loisir, d'autre part, les conditions de travail, de logement sont autant d'obstacles à la participation des travailleurs à de telles activités.

Pour le théâtre, on ne compte que cinq à six personnes du quartier sur vingt, le tissage touche principalement les couches moyennes, l'activité-photo est plus populaire, l'atelier ferronnerie par contre est composé à 60 % de gens du quartier et de travailleurs.

Le secteur enfants touche principalement les gosses de la classe ouvrière. La fête a été représentative de la population du quartier. Les commissions sur la contraception et le chômage ont permis de travailler avec nombre de gens du quartier. Priorité est donnée à l'animation.

► *A quoi servent les commissions ?*

Nous tenons beaucoup aux commissions de travail. Un exemple pour la commission sur le chômage et l'emploi, le travail de préparation a été aussi important et même plus important que le résultat. Au lieu de produire un film venant de Paris, sur le chômage en général, on a construit un montage en partant des problèmes du quartier. C'est un travail très long. Nous passons chez les gens, il faut compter avec la fatigue, et le manque de temps. A partir du travail en commission, nous avons organisé quatre soirées au cours de l'année écoulée : sur les jeunes, les immigrés, les femmes, ainsi qu'un débat sur la contraception et l'interruption volontaire de grossesse.

► *Pourquoi la psychiatrie ?*

Nous sommes en train de réaliser un montage magnétoscope avec les jeunes. Il y a sur le quartier, une équipe psychothérapeutique et de psychiatrie en milieu ouvert. Il y a de nombreuses dépressions nerveuses des gens en situation difficile sur le plan économique. Nous avons beaucoup insisté pour que ce centre de psychiatrie en milieu ouvert se tienne au foyer de la maison pour



tous et non au centre de soin. Les personnes qui viennent en consultation participent à la vie de la maison pour tous, vont au foyer, puis montent à l'étage où se trouve le personnel soignant. Cela permet que ces gens qui sont médicalement suivis sans être hospitalisés ne soient pas coupés de la vie du quartier.

► *Et les associations ?*

Les associations du quartier ne sont pas toutes au Conseil d'administration de la « Maison pour tous ». Il y a six membres associés. Mais elle est ouverte à toutes les associations du quartier qui louent des salles pour des fêtes ou des assemblées générales. La « Maison » est retenue en permanence par les associations du quartier. Nous aidons pour la réalisation des affiches et des tracts qui peuvent être faits à la maison pour tous et nous leur prêtons notre camion.

Nous accueillons la « Boutique de droit ». Ce sont des juristes qui, tous les samedis matin, tiennent une permanence pour renseigner les gens sur leurs droits (face à l'employeur, au logeur, etc.), pour lire un contrat.

Par l'intermédiaire de l'Association « Vivre à B... », nous organisons chaque année une petite fête qui se déroule en deux jours. Le samedi, une journée portes-ouvertes avec les associations et leurs stands, le dimanche, la fête de la Maison pour tous, parmi les associations extérieures qui ont participé à la fête : Les Amitiés Franco-chinoises, la Confédération syndicale du Cadre de Vie, le Mouvement du Planning familial, le Comité d'Entreprise de l'usine électronique du quartier. Les jeux sont multiples : des parcours, du football, de la gymnastique. C'est la fête des enfants, l'an dernier, on avait construit un four à poterie à l'extérieur, il y a des farandoles, des maquillages, des stands de boissons. On avait même invité les Frères Prébois. On a ensuite pique-niqué sur place. Nous avons invité des groupes musicaux amateurs, des groupes du quartier. Steve Warring était venu par l'intermédiaire du Comité d'entreprise de l'usine d'électronique. Le feu de la Saint-Jean avait réuni 3.000 personnes. Il avait été suivi d'un bal populaire. Nous avions tout préparé collectivement avec les gamins. La population du quartier était partie prenante de cette fête. On notait la présence de nombreux travailleurs immigrés. Nous avons fait une grande campagne avec stands, affiches, voiture haut-parleur.

► *Tu m'as parlé d'une lutte récente. Peux-tu préciser ?*

Notre budget annuel de fonctionnement est de treize millions de francs. Sur cette somme, l'Etat ne verse que 3.000 francs. Notre fonction n'est pas reconnue, les pouvoirs publics ne voient en nous qu'un élément de la politique municipale. Les municipalités tentent donc de renforcer leur contrôle pour nous utiliser de façon électorale. Ici, le maire voulait dénoncer les contrats des neuf animateurs de la ville pour les remplacer par des animateurs d'une autre association.

Dans le même temps, les fédérations (\*) veulent donner des gages aux municipalités et montrer qu'elles tiennent bien en main les animateurs. Ainsi, à Quimper, Avedic Olovadjian, animateur d'un centre socio-culturel et sportif, avec treize ans de métier derrière lui était menacé de renvoi par le délégué régional pour trouble dans la caisse et pour mauvaise gestion financière. Cela, alors que les représentants de la municipalité au sein du C.A. avaient toujours approuvé ses comptes-rendus financiers !

Avant Noël, nous avons fait une réunion syndicale pour occuper la Fédération régionale où nous avons retenu le délégué régional de la Fédération des MJC pendant vingt-six heures. Nous demandions la réintégration de Avedic Olovadjian, nous demandions aussi une commission d'enquête paritaire. La lutte avait pris une ampleur régionale (Douarnenez, Quimper, Le Mans, Brest). Nous avons reçu des messages de soutien d'un peu partout. Ici toutes les Maisons pour tous étaient fermées.

Le 12 et le 13 janvier a eu lieu une grève nationale pour imposer cette commission d'enquête. C'était la première fois dans la profession.

Un nouveau Conseil d'administration régional a lieu le 2 février. Une nouvelle décision sera prise après les résultats de la commission d'enquête. Nous avons déjà obtenu que Olovadjian soit payé intégralement.

Nous devons faire de la gestion alors que nous n'avons jamais été préparé à cela. D'autre part, nous refusons de jouer le rôle de chef du personnel qu'on veut nous faire jouer. C'est le premier mouvement d'une telle ampleur dans la profession.

\* Il y a plusieurs fédérations qui emploient des animateurs : la Fédération des Maisons pour Tous, la Fédération des clubs Léo Lagrange, etc.

# Jeux Olympiques de Moscou : un tournant

●Après la Conférence d'Islamabad, les Jeux seront un échec sévère pour l'URSS ●Le gouvernement français amorce le virage vers la non-participation

La condamnation ferme de l'intervention soviétique en Afghanistan et l'exigence du retrait immédiat et sans condition des troupes russes hors de ce pays par les trente-six pays islamiques réunis à Islamabad est un événement dont on n'a pas fini de mesurer la portée.

Ainsi, on ne peut douter qu'il y ait un lien étroit entre cette ferme position prise par un nombre important de pays du tiers monde (dont une bonne partie a préconisé en outre le boycott des Jeux Olympiques de Moscou) et le virage amorcé mercredi par le gouvernement français, à l'initiative du président de la République de retour de son voyage en Inde, concernant le boycott des Jeux.

Giscard s'est en effet longuement entretenu de cette question avec J.P. Soisson, ministre de la Jeunesse et des Sports, mercredi matin, avant le Conseil des ministres et depuis le ton a nettement changé. « Pas question de boycotter des Jeux. La France sera à Moscou », disait Soisson le 3 janvier. Dans la foulée, Collard, président du Comité national olympique, répondait positivement avec un empressement remarqué à l'invitation officielle de Moscou.

Aujourd'hui, Collard déclare : « La France, pour le moment, participe aux Jeux de Moscou (...) Nous avons jusqu'au 19 mai pour faire parvenir notre réponse officielle aux Soviétiques ». Voilà la réponse n'était

qu'orale, et la position qui se dessine maintenant du côté du gouvernement est la suivante : oui aux olympiades, non à des jeux qui réuniraient en majorité des pays de l'Est ou proches. J.P. Soisson n'a pas confirmé ces informations dont fait état le journal *Le Figaro* qu'on peut considérer comme bien informé en la matière. Le ministre les a toutefois commentées : « Elles cadrent, a-t-il dit, avec l'ensemble de la politique extérieure française ».

Cette position dont Mme Veil s'était faite le « porte-parole avancé » à Washington ne manquera pas de peser à son tour sur celle des pays d'Europe et d'autres pays.

Par ailleurs, pour ce qui concerne les forces politiques et syndicales en France, on peut noter la position de la CFDT (qui se donne le temps de la réflexion) ainsi que les positions divergentes qui se font jour à droite comme à gauche.

On peut considérer d'ores et déjà qu'à partir de la conférence d'Islamabad, la riposte du tiers monde tout particulièrement, à la politique de superpuissance, d'agression et d'invasion de l'URSS va se raffermir et que, pour ce qui concerne les Jeux de Moscou, ils vont constituer un échec sévère pour l'Union soviétique.

## Nouveau rassemblement devant l'ambassade soviétique à Paris

Mercredi soir, plusieurs milliers de personnes manifestaient devant l'ambassade soviétique à Paris. Un premier rassemblement avait déjà eu lieu au même endroit mercredi dernier, et il y avait cette fois-ci, encore plus de monde. A cette occasion, la rue qui fait face à l'ambassade, a été débaptisée et une plaque « rue André Sakharov » a été posée.

« Libérez Sakharov », « Evacuez l'Afghanistan » : les deux mots d'ordre ont été lancés au cours de la manifestation pour bien marquer le lien entre la politique agressive de l'URSS à l'extérieur, et la répression des dissidents à l'intérieur : pour Brejnev, aucune voie, aucun opposant ne doit pouvoir couvrir la propagande officielle sur l'agression contre l'Afghanistan. Sakharov venait de s'opposer à l'invasion, quand il a été arrêté.

« Moscou Boycott » : autre mot d'ordre aujourd'hui unanimement repris. Moscou doit être vidée de toute opposition avant juillet, et l'arrestation de Sakharov a d'ailleurs été suivie, cette semaine de celle de Youri Grimm membre du SMOT et d'un autre rédacteur de la revue d'opposition *Toiski*.

Boycott des Jeux Olympiques, oui, mais rien à voir avec le boycott de Carter : c'est ce qu'expliquaient plusieurs mots d'ordre ainsi qu'un énorme char d'assaut porté par une militante du COBOM, et peint d'un côté aux couleurs de l'URSS, de l'autre à celle des USA. Plus tard, une poignée de fascistes du PFN qui tentaient de prendre la tête de la manifestation, fut rapidement isolée par la totalité des manifestants, vers une voie de garage, aux cris de « Moscou 80, Berlin 36 ».

Joëlle FECLAZ

## URSS : un syndicaliste libre arrêté

Le 23 janvier, au lendemain de l'arrestation de Sakharov, le syndicaliste libre, Youri Grimm était à son tour arrêté. Membre du dernier syndicat libre fondé en URSS, les SMOT, l'ouvrier Youri Grimm est aussi rédacteur de la revue d'opposition, *Toiski*. Par ailleurs, un autre syndicaliste, membre du SMOT, Nicolaï Nikitine, a commencé une nouvelle grève de la faim depuis le 10 décembre à la prison « Les croix » de Leningrad où il est détenu condamné à 18 mois de camp.

Au lendemain de la déportation de Sakharov, l'arrestation de Youri Grimm est un coup très grave porté au SMOT. Son existence, celle de l'organisation de l'opposition ouvrière naissante est aujourd'hui menacée de liquidation. Victoir Fainberg, représentant du SMOT à l'étranger, lance un appel à la solidarité des travailleurs et des organisations syndicales pour exiger la libération immédiate de Nicolaï Nikitine ; envoyez des télégrammes à : Alexandre Snirnov, directeur de la prison « Les croix » à Leningrad. On ignore actuellement le lieu de détention de Youri Grimm ; pour exiger sa libération, envoyez des télégrammes à Brejnev.

## Réunion : 22 morts, cyclone sur des bidonvilles



22 morts, des milliers de sans-abris : le cyclone certes, mais la responsabilité du colonialisme français ? De tels « logements », dans les bidonvilles de la Réunion, n'abritent guère leurs habitants. Quant à la misère, le cyclone ne fait que l'accroître : elle était déjà le lot de la population, les ressources de l'île étant pillées par le colonialisme.

## Iran : après l'élection de Bani Sadr

L'ayatollah Khomeiny, dans une allocution radio-diffusée, mardi, a appelé le peuple iranien à soutenir le premier président de la République, Bani Sadr ; il a demandé aux candidats battus de « collaborer avec le vainqueur ».

Par contre, le secrétaire général du parti pro-soviétique Toudeh a fait une déclaration menaçante pour Bani Sadr, soulignant notamment : « s'il suit la ligne de Khomeiny, nous le soutiendrons, mais s'il oriente sa politique sur la ligne des forces conciliatrices, nous lutterons contre lui ». On sait que depuis un an, le Toudeh n'hésite pas à se réclamer de la défense de Khomeiny et de l'Islam, pour essayer de développer son influence, et tenter notamment de saper la vigilance à l'égard de l'URSS.

Par ailleurs, suite à la sortie clandestine d'Iran de six diplomates américains à qui les diplomates canadiens avaient délivré de faux passeports, le ministre iranien des Affaires étrangères, Ghotbzadeh, a déclaré mercredi : « Tôt ou tard, le Canada paiera cet acte contraire à la souveraineté de l'Iran ».

## Editorial

### Recrudescence des exactions racistes

Un jeune Algérien de 12 ans torturé par des policiers de Merlebach, ville minière de Moselle, un travailleur immigré grièvement blessé par balle à Lyon : ces deux faits extrêmement graves venaient s'ajouter, ces derniers jours, à d'autres du même type survenus le mois dernier à Strasbourg ou dans le Haut-Rhin.

Et l'on apprend aujourd'hui les menaces de mort que depuis 3 semaines reçoivent sans cesse des syndicalistes (ou leurs femmes) des Tuileries à Saint-André de Marseille, cette usine où les travailleurs Mauritanais, Sénégalais, ont mené une longue lutte en novembre dernier, ont créé une section CFDT : 14 d'entre eux ont été expulsés en représailles le 10 décembre dernier (cf interview publié dans Ody No 14 et 15).

Tous ces faits participent de la politique que mène le gouvernement contre les travailleurs immigrés : avec ses lois Barre-Bonnet-Stoléru-D'Ornano, il a voulu en faire des parias sans droits ni recours, corvéables à merci, et ainsi mieux briser l'ensemble des travailleurs, mieux soumettre tous les travailleurs à leurs exploités, à leurs plans de restructurations, de licenciements, à leur soif de profits. Le racisme, ces attentats, ces persécutions racistes, ce sont des coups contre l'ensemble des travailleurs.

La presse la plus « aux ordres », la télévision, le radio ne s'en font qu'un écho plus que mesuré ou o traitent par le silence : faits divers, mineurs en somme puisqu'il s'agit d'immigrés, bavures sans importance. Dans la place même que leur donne l'information, il y a inégalité.

Inégalités permanentes, institutionnalisées, nourries de ce racisme dont ont usé de tous temps les classes exploiteuses, c'est la division organisée entre ceux qu'on veut soumettre. A cela il n'y a qu'une réponse : le combat pour l'égalité des droits, l'explication sans relâche que l'inégalité divise, et que la division désarme face à l'ennemi.

L'intérêt de tous les travailleurs est en jeu. De tels faits ne doivent pas être étouffés. Dans les entreprises, à l'extérieur, il faut en parler, faire entendre la protestation des travailleurs, s'unir avec tous ceux qui veulent agir pour briser cette vague nouvelle qui monte au rythme de l'aggravation de l'ensemble de la politique antisociale du gouvernement.

Gilles CARPENTIER

## Punto-Blanco (Perpignan) : la grève continue

Les ouvrières ont commencé la grève le 21 décembre 1979 après la décision du patron de licencier les 49 ouvrières. Réunies en assemblée générale, elles décident à l'unanimité d'occuper l'usine et de garder les stocks (Punto-Blanco est une usine de chaussette, les capitaux sont espagnols, et il s'agit d'une firme multi-nationale avec des usines en Amérique latine, etc.)

Elles ont essayé de populariser la lutte par plusieurs moyens : distribution de tracts dans les rues de Perpignan, information par l'intermédiaire de la CGT dans les boîtes et administrations de la ville, organisation de collectes. Deux points forts dans la popularisation : un rassemblement devant l'usine le samedi 12 janvier, et surtout une opération portes-ouvertes, le samedi 26 janvier de 14 h à 17 h. D'après les ouvrières, ce fut un réel succès. Aujourd'hui, elles ne sont plus que 12 à occuper, mais la lutte se poursuit. Les ouvrières ont engagé une action en justice parallèlement. L'affaire est en cours actuellement. De plus, 8 ouvrières doivent comparaître devant le juge pour occupation. Le dossier de l'affaire est actuellement à Paris et les ouvrières exigent qu'elle soit étudiée à Perpignan.

Correspondant PERPIGNAN

## Namibie : les succès de la SWAPO

Salon Amkongo, représentant du mouvement de libération, la SWAPO, actuellement « plus de 15 000 patriotes namibiens, tout particulièrement les leaders de la SWAPO et leurs sympathisants, croupissent dans les prisons et camps de concentration, disséminés à travers la Namibie ».

Il a expliqué que sur tous les fronts (militaire, politique et diplomatique) de sa lutte, la SWAPO continue d'enregistrer de grandes victoires contre l'ennemi raciste.

Cette organisation vient d'ailleurs de publier un communiqué de guerre : l'armée populaire de libération de la Namibie a mis hors de combat un grand nombre de soldats du régime raciste et agresseur d'Afrique du Sud. 156 opérations militaires sont recensées entre décembre 1978 et décembre 1979. Le bilan dit que l'armée de libération a aussi abattu 10 avions de combats et hélicoptères sud-africains, et pris une grande quantité d'armes et de munitions à l'ennemi.



Renault Billancourt : travail obligatoire le samedi, polyvalence

## Les ouvriers de l'entretien en lutte contre la « réorganisation » de la régie

Depuis jeudi 24 janvier au matin, environ 150 travailleurs (soit 50 %) du département 54 de Renault-Billancourt sont en grève totale. En déclenchant ce mouvement qui dure maintenant depuis huit jours, les travailleurs du 54 qui est le secteur « entretien et outillage » entendent apporter un soutien actif à un de leur camarade qui a récemment refusé d'effectuer une tâche imposée par la direction et qui n'entrait pas dans les attributions de son contrat de travail. Pour cette raison, il s'est vu infligé un avertissement et une mise à pied de trois jours, sanctions qu'il a refusé et dont ses camarades en grève réclament la levée.

Ce que refusent en fin de compte l'ouvrier sanctionné et ses camarades, c'est les premiers pas vers la généralisation de ce qui n'est autre qu'un système généralisé de polyvalence, un des aspects de la restructuration en cours de la régie Renault à Billancourt.

Jusqu'ici, existait à la Régie uniquement ce que l'on appelle « l'entretien par spécialité » : chaque ouvrier du 54, était chargé de l'entretien dans sa spécialité : par exemple l'électricité pour l'électricien.

### LA NOUVELLE DEFINITION DES TÂCHES

Aujourd'hui la direction a décidé d'instituer « l'entretien par secteur géographique », chaque ouvrier devra s'occuper non plus de sa seule spécialité (pour laquelle il a d'ailleurs été embauché), mais des différentes tâches d'entretien — et à la rigueur de toutes — de son secteur. Un électricien pourra très bien se voir contraint de

faire de l'ajustage.

C'est justement un tel système polyvalent, que la direction comptait mettre en route pour la première fois, jeudi dernier dans le secteur entretien de la Régie, en obligeant un ouvrier à effectuer une tâche ne le concernant pas. Il refusait. Sanctionné, ses camarades de secteur, puis du département 54 tout entier, partaient en grève reconductible de 24 heures, avec défilés dans les ateliers.

Avec le système de la polyvalence, l'objectif de la direction de la Régie est bien évidemment d'utiliser au mieux — donc au maximum — chaque ouvrier de l'entretien et, de faire la chasse à ce qu'elle ap-

pelle les « temps morts », dans leur emploi du temps et bien sûr d'éviter de nouvelles embauches rendues nécessaires par le départ d'ouvrier, dans tel ou tel travaux.

Autre mesure de rentabilisation prise par la direction de la Régie, toujours dans l'important secteur de l'entretien de la Régie : le travail obligatoire du samedi. De quoi s'agit-il ?

### SAMEDI : TRAVAIL OBLIGATOIRE POUR TOUS

« L'entretien » explique un syndicaliste CFDT, « se fait d'une part sur les installations en fonctionnement, mais aussi pour certaines installations à l'arrêt. Pour ces dernières, le travail se fait en général le samedi et le dimanche. Il est payé en heures supplémentaires (130 ou 150 %) et donne lieu à des repos compensateurs ».

La direction de la Régie a décidé d'un autre système : travail obligatoire pour tous sur la base de roulement, et non plus sur la base du volontariat le samedi, et sans strictement aucun avantage particulier, donc plus de paiement en heures supplé-

mentaires !

Objectif : économies et meilleure adaptation de la main-d'œuvre aux nécessités de la production. Là encore, les travailleurs de l'entretien sont entrés en lutte — avant le mouvement actuel — et ce depuis plusieurs semaines déjà contre ce nouveau système. Une lutte qui a commencé par des débrayages d'une heure ou deux, et qui s'est durci devant la décision de la direction de ne pas céder ; les travailleurs depuis quelque temps viennent pointer à l'usine le samedi... puis repartent chez-eux.

Le mouvement actuel des travailleurs du 54 contre la polyvalence (ajouté aux grèves du samedi contre le travail obligatoire ce jour-là) prend une importance particulière en ce sens qu'il est dirigé contre des mesures qui sont les prémices de la restructuration d'ensemble que prépare la direction de la Régie sur Billancourt.

Laquelle restructuration comprend, on le sait, des milliers de suppressions d'emplois — mises en pré-retraite, départs volontaires non remplacés — et l'aggravation de la charge de travail de ceux qui restent.

Richard FEUILLET

## Répression au Crédit Agricole

Les employés de la Caisse du Crédit agricole de l'île de France ont été expulsés par un commando extérieur à l'entreprise, et avec la plus grande brutalité.

Les dirigeants du Crédit agricole, eux aussi, mettent sur pied des milices privées et n'hésitent pas à user de violence contre les employés, quitte à les envoyer à l'hôpital, plutôt que de répondre à leurs revendications !

Il s'agit purement et simplement d'une remise en cause du droit de grève.

Les fédérations CFDT, FGSOA, CGT, CFTC, CGC, SNIACAM ont condamné avec force ces agissements et l'attitude des dirigeants du Crédit agricole.

## Exception ?

La fédération générale Services Livres CFDT indique dans un communiqué que les travailleurs de l'hôtellerie ne bénéficient pas de la réduction des heures d'équivalence ramenant l'horaire légal hebdomadaire de 49 h à 48 h. Sur la demande du patronat de cette branche, le gouvernement a renvoyé cette question à d'éventuelles négociations.

« De qui se moque-t-on ? » ajoute la fédération CFDT qui précise : « Les employeurs hôteliers ont toujours refusé de négocier nationalement avec les organisations syndicales, la France restant le seul pays de la CEE sans convention collective nationale dans l'hôtellerie traditionnelle ».

Quant aux conditions de travail, le communiqué indique que « les travailleurs de l'hôtellerie subissent des horaires réels de 70 h à 80 h par semaine avec des amplitudes journalières de 15 h à 18 h ».

## Les Ulis (Essonne) : création d'un collectif de solidarité français-immigrés

Dimanche 27 janvier, une vingtaine de personnes — parmi lesquelles des représentants de l'ASTI locale, du PCML, de la Ligue des droits de l'Homme, de l'Association des Africains des Ulis, de l'Amicale des Portugais des Ulis — ont décidé la création d'un « collectif de solidarité français-immigrés » qui s'est fixé pour tâches :

— Un travail d'explication et de sensibilisation des travailleurs français et immigrés sur les menaces contenues dans les lois ou projets Bonnet-Boulin-D'Ornano-Stoléru.

— Une aide concrète aux travailleurs immigrés en difficulté, à cause de ces lois, qui sont souvent déjà appliquées avant d'être votées.

— Un travail de mobilisation pour refuser ces lois.

Correspondant

## Orientations 1980 de la CFDT

# Quelles réponses aux « contraintes de la productivité » ?

Pas de position commune CGT-CFDT mardi 29 au soir, après la rencontre des délégations conduites par Ségué et Maire. Seul le constat a été fait qu'« en l'état actuel de nos discussions, il est difficile de déterminer une position commune et de lancer un appel aux travailleurs ». Décision a été prise de se revoir prochainement. Ségué et Maire sont sortis de la réunion en réaffirmant, l'un « il n'y a rien de plus important que la poursuite de l'unité d'action syndicale sur un accord clair et concret », et l'autre « l'unité d'action n'est pas remise en cause ». Depuis plusieurs semaines, les directions des deux confédérations ont mené de pair à la fois la polémique très vive et l'affirmation de vouloir poursuivre l'accord du 17 septembre d'unité d'action. Voilà bien deux démarches contradictoires pour le moins, et qui posent plusieurs questions.

Pour les deux directions confédérales, l'unité d'action ne peut que se dégager d'un rapport de force pour faire passer une orientation qui est syndicale, mais aussi politique dans la classe ouvrière. Nous allons essayer de faire le point dans les deux cas. Côté CFDT aujourd'hui, côté CGT dans notre édition de demain.

Ce n'est pas un hasard si la résolution générale adoptée par le Conseil national des 24, 25 et 26 janvier de la CFDT se termine par cette profession de foi : « C'est à partir de cette pratique d'action et sur ces bases, que la CFDT, en tant que force syndicale autonome, mais partie prenante, entend contribuer à reconstruire une dynamique d'union des forces populaires ».

En effet, la direction de la CFDT qui a critiqué sévèrement le soutien qu'elle avait apporté en 1977 et en 1978 à l'union de la

gauche, n'a pas pour autant renoncé à donner à l'action syndicale une perspective politique précise avant l'autogestion : l'union des forces populaires.

C'est-à-dire, en quelque sorte, une nouvelle union de la gauche, mais où le poids de la volonté populaire pèserait sur l'autorité des directions des partis...

### KABOUL RUINE L'UNION DE LA GAUCHE

Apparue au congrès de Brest, cette orientation a pris depuis, une force nou-

velle. C'est en son nom en particulier, que Maire a prononcé ses « fameuses petites phrases » sur l'échec de la gauche en 1981. Depuis l'intervention soviétique en Afghanistan, elle est affirmée comme stratégie dans l'organisation syndicale : dans son intervention au bureau confédéral sur la situation internationale, Maire attaque immédiatement et avec clarté : « L'intervention soviétique en Afghanistan est un événement fondamental pour trois raisons principales : 1) Pour le peuple afghan, d'abord, occupé, vassalisé... 2) Pour la relance de la tension internationale... 3) Pour nous, en France, car il ruine pour longtemps la possibilité d'un gouvernement de la gauche unie, il porte un coup sévère à l'union des forces populaires, à la mobilisation populaire ».

Ainsi, « l'ombre de Kaboul plane sur le mouvement ouvrier français », non seulement parce que l'agressivité soviétique met en danger le droit des peuples à l'indépendance, mais aussi, pour les dirigeants de la CFDT, parce qu'il rend impossible leur projet politique en France. On comprend mieux la dureté de l'attaque sur le plan syndical devant la caution de la CGT à l'agression soviétique.

### LES QUESTIONS NOUVELLES POUR LA CLASSE OUVRIÈRE

Pourtant, la situation internationale, qui a été au cœur de la polémique ces jours derniers, ne semble pas avoir été au cœur de la rencontre de mardi 29 janvier. Des divergences sérieuses existent aussi sur l'analyse du rapport de force entre travailleurs et patronat et les réponses d'action à donner à la situation actuelle. Edmond Maire parlait en septembre 1978 de « reconstruire l'espoir » avant d'engager des actions d'emploi interprofessionnelle. Aujourd'hui, il parle de « donner de nouvelles réponses » aux « nouvelles questions » posées par la crise à la classe ouvrière. Ces questions, Jacques Chérèque les précise avec une singulière clarté dans une interview accordée au *Matin* du 31 décembre. « Une vieille société industrielle comme la nôtre, peut-elle s'adapter à la compétition internationale... sans lâcher un peu sur les acquis sociaux ? ». « Ça signifie quoi, aujourd'hui, défendre les avantages acquis des luttes sociales ? S'agit-il de se figer sur un statut, de se figer autour d'un certain nombre de traditions ? »

Des questions qui amènent un certain type de réponses : « J'ai été frappé l'autre jour, de constater que le fait que Peugeot ait une pratique antisyndicale, que ses usines soient plutôt implantées en province lui permettait de produire 15 % moins cher que Renault. Ça veut dire quoi ? Ça veut dire que (...) Renault (...), qui ne peut pas se permettre d'importer quoi, est objectivement bloquée dans son progrès social ». Autrement dit, si les syndicalistes, avec les travailleurs, ne prennent pas en compte les problèmes de coûts et de compétitivité, il ne peut y avoir de progrès social... C'est ce que Chérèque a pu appeler en d'autres circonstances « l'austérité de gauche » dont les syndicats italiens sont les défenseurs les plus avancés.

### RESTER DANS L'ENTREPRISE

On se doute que ce type de logique entraîne un certain type de riposte à l'attaque patronale. L'accord de la sidérurgie que la CFDT a signé en a été un exemple. Autre exemple, le refus d'une riposte nationale contre les augmentations de cotisations de Sécurité sociale (il fallait récupérer si on

pouvait en augmentation de salaire par entreprise).

Aujourd'hui, tout en constatant que l'accord de septembre a favorisé la « relance d'une action syndicale offensive », le bureau national de la CFDT renvoie l'action prioritairement par secteur et par entreprise, parce que « les résultats escomptés ne sont toujours pas atteints » sur le SMIC à 2 700 F et la réduction du temps de travail. On peut sérieusement se demander si c'est par « la revalorisation des salaires minima » et la détermination d'« une étape précise de réduction effective de la durée du travail » « par entreprise, branche professionnelle et secteurs d'activité », que les travailleurs arriveront à imposer un recul national au patronat et à lutter contre l'extraordinaire division que les patrons font régner dans les salaires et les horaires de travail !

Ce n'est pas, non plus, le meilleur moyen pour permettre à l'action locale de déboucher sur une mobilisation plus ample, nationale, que de renvoyer la balle dans les entreprises... alors qu'elle n'en est pas encore sortie !

Claire MASSON

## Afghanistan

## Rumeurs de « changement »

Lundi et surtout mardi, il a été constaté un renforcement de la présence militaire russe dans les rues de Kaboul, la capitale. A vrai dire les envahisseurs se sentent de moins en moins en sécurité : les attentats contre des soldats soviétiques se multiplient. Par exemple il a été rapporté que vendredi dernier à midi, dans un quartier à l'Ouest de la capitale, une camionnette militaire russe, suivie d'une jeep ont essayé des coups de feu et un soldat russe a été tué.

Depuis, des patrouilles de soldats russes fortement armés, sillonnent à pied dans les quartiers les plus populaires. Des véhicules blindés et des patrouilles motorisées circulent en plus grand nombre dans le centre de la capitale.

A Kaboul également, les autorités ont exigé depuis le 29 janvier que le central téléphonique n'accepte plus les appels de l'étranger destinés à des journalistes qui ne sont pas pour le régime pro-soviétique.

Egalement, des rumeurs circulent comme quoi le fantôme Karmal, serait pro-

chainement remplacé par un autre. Comme argument est avancé le fait que les occupants russes se trouvent dans une impasse, et qu'ils sont discrédités par les instances internationales. Un autre élément serait que les afghans critiquent de plus en plus ouvertement les marionnettes du type Karmal, alors que la machine politique et administrative est paralysée. Si Moscou veut mettre une autre marionnette, qu'il essaierait alors de faire paraître comme étant indépendante, aux yeux du peuple afghan cela ne changerait pas le fond du problème : l'occupation impérialiste de l'URSS.

Selon des sources occidentales, des centaines de guérilleros du Balouchistan (province essentiellement située au Pakistan et un tout petit bout en Afghanistan), réfugiés en Afghanistan, viseraient à séparer cette province du Pakistan. Hostiles depuis plusieurs années au gouvernement central, selon des sources britanniques ils seraient entraînés à Moscou et à Cuba, et attendraient des ordres de l'URSS.

Claude LEBRUN

## Pour le boycott des jeux de Moscou

Bien qu'un bon nombre de pays ne se soient pas fermement prononcés pour ou contre le boycott des J.O., une première évaluation peut-être faite. D'après des premières estimations, il y aurait aujourd'hui pratiquement autant de pays de part et d'autres, ce qui n'était pas du tout le cas il y a encore une semaine. Le courant qui se développe c'est celui du boycott. Le vote très majoritaire de la résolution de la Conférence islamique, renforce sensiblement cette tendance. Pour beaucoup de pays, la position peut très bien encore changer, sauf bien sûr la minorité de pays qui sont directement sous la tutelle de l'URSS.

Dans un communiqué qui rappelle : « Il y a tout juste un an, à une semaine près, l'URSS déclanchait avec fracas sa campagne d'intimidation contre les dissidents en exécutant trois patriotes arméniens, accusés

au cours d'une parodie de procès d'un attentat dans le métro de Moscou », le Collectif pour les Dissidents arméniens (8 rue des Ruffinières, 69 150 Décines) déclare notamment qu'il : « Demande une fois de plus à la France de ne pas cautionner la politique de répression menée par le Kremlin en adoptant le principe de boycott des Jeux à Moscou. Le gouvernement français avait déjà refusé d'accorder un visa d'entrée aux rugbymen sud-africains pour une politique d'apartheid menée par Prétoria, il se doit aujourd'hui encore d'adopter une position forte pour que soient respectés les accords d'Helsinki par tous les pays signataires. Il est indispensable que les dirigeants russes soient totalement désavoués par l'opinion mondiale pour le défi qu'ils viennent de lancer à la suite de ces nombreuses arrestations arbitraires successives. »

## GREVES GENERALE AU PANAMA

Lundi, une grève générale de 48 heures a été déclenchée par les principales centrales syndicales. Les revendications portaient notamment sur les questions d'emploi et de conventions collectives. Dans la capitale le mouvement touchait le secteur industriel, l'éducation nationale et partiellement les transports. Dans d'autres endroits : les bananeraies, les deux ports du canal de Panama, le chemin de fer, les journaux, etc.

## CHINE - VIETNAM

Les négociations sino-vietnamiennes engagées depuis neuf mois, après les multiples provocations vietnamiennes à la frontière et la contre-offensive chinoise qui avait suivie ont été suspendues. De fait, les quinze séances qui se sont succédées depuis le 19 avril 1979, n'avaient strictement rien donné. De plus les vietnamiens continuent leurs provocations.

## Conférence islamique : un grave échec pour l'URSS

Dans une déclaration publiée, mercredi 30 janvier, par l'agence Tass, les autorités soviétiques s'en prennent vivement à la Conférence islamique d'Islamabad, estimant que la résolution finale qui condamne avec beaucoup de fermeté l'agression de l'URSS, « reprend les interventions hargneuses de la propagande impérialiste dirigée contre

l'URSS ». Ce genre d'amalgame peut difficilement cacher l'importance de l'échec que vient de subir l'URSS devant une assemblée de près d'une quarantaine de pays du tiers-monde. Cet échec a une très grande portée pour l'avenir des relations internationales.

Outre les prises de positions les plus connues de la Conférence, réunie en session extraordinaire : demande de retrait immédiat et sans conditions des troupes soviétiques d'Afghanistan, rupture de toute aide et de toutes relations avec le « gouvernement » de Babrak Karmal, d'autres positions méritent d'être soulignées.

● C'est notamment le soutien unanimement déclaré des pays participants, à la résistance afghane. Non seulement la Conférence a invité les pays islamiques à soutenir « matériellement et moralement » la résistance du peuple afghan, mais elle a discuté des formes d'aide concrète à apporter aux mouvements de cette résistance.

D'ores et déjà, ces mouvements seraient assurés de l'aide financière de l'Arabie Saoudite, et ils pourraient être admis en tant qu'observateurs au sein de la Conférence, la question devant être examinée d'ici 3 mois, lors d'une réunion ordinaire de celle-ci.

● Autre prise de position importante, la condamnation, à la demande de la

République de Somalie, des « agressions armées » et de la présence de forces militaires soviétiques ou alliées de l'URSS dans la Corne de l'Afrique. Leur retrait est exigé de manière inconditionnelle et totale. La liquidation de toutes les bases étrangères dans cette région, est aussi exigée, ce qui prolonge la position déjà adoptée par les non-alignés, depuis plusieurs années, contre la présence de toute base ou force militaire étrangère, dans l'océan Indien.

● La conférence a également affirmé sa « complète solidarité » avec les pays islamiques, frontaliers de l'Afghanistan, c'est-à-dire le Pakistan et l'Iran, et appelé à « la plus grande coopération » avec eux. Ceci est particulièrement important alors que ces deux pays se voient aujourd'hui menacés directement par la présence, sur les frontières de l'Afghanistan, de dizaines de milliers de soldats soviétiques, équipés d'un armement lourd imposant.

● Concernant l'Iran, la Conférence a également pris position contre les mena-

ces émanant de l'autre superpuissance. Dans une résolution intitulée : « Pressions extérieures contre la République islamique d'Iran par les Etats-Unis », adoptée unanimement, est soulignée la « ferme opposition à toute menace ou tout usage de la force ou application de sanctions économiques » contre ce pays. La même résolution exprime le « vœu sincère » que l'Iran et les Etats-Unis « résolvent par des moyens pacifiques les problèmes qui les séparent ».

Par ailleurs, l'Egypte, déjà suspendue de la Conférence depuis mai 1979, a été condamnée « pour l'instauration de relations avec l'entité sioniste raciste » et sa « collusion avec Israël et les Etats-Unis ». La Conférence a invité les pays islamiques à envisager « le boycott du régime égyptien sur le plan politique, économique et culturel ».

Ces différentes prises de positions, qui ont donné lieu à des résolutions, et qui

## Prises de position

● Dans un message adressé à la Conférence islamique, le 26 janvier, le premier congrès du Parti ouvrier et paysan de Turquie (pays à population en majorité musulmane) avait souhaité plein succès à la Conférence, soulignant notamment : « Les pays opprimés d'Asie et les peuples musulmans se dresseront comme une citadelle insurmontable contre l'Union Soviétique qui tente de descendre vers le Moyen-Orient et de placer le monde tout entier sous son hégémonie ».

● Dans un message adressé au président pakistanais, à la veille de la Conférence, Kieu Samphan, premier ministre du Kampuchea démocratique avait exprimé sa solidarité, et fait un parallèle entre l'invasion du Kampuchea par le Vietnam et l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS.

témoignent de la volonté de s'opposer à la menace du social-impérialisme soviétique, sans pour autant se rapprocher de l'impérialisme américain, ont fait l'unanimité de la Conférence d'Islamabad.

● En ce qui concerne les jeux olympiques de Moscou, si la position favorable au boycott n'a pas fait l'unanimité, elle a été tout de même soutenue par 25 pays participants sur 36.

Bien que l'Algérie, l'Irak, l'Iran, le Sénégal, notamment, aient émis des réserves, la Conférence a appelé ses membres à ne pas participer aux jeux olympiques de Moscou, si d'ici là les troupes soviétiques n'ont pas évacué le sol afghan. Cette menace de représailles, même limitées, d'une partie du tiers-monde contre l'URSS, est aussi un précédent.

J.P.G.

## Coordination des mouvements de résistance

Six organisations de la résistance afghane, viennent de former une « alliance islamique pour la libération de l'Afghanistan ». Selon le porte-parole de cette « alliance », le professeur Rehani, un Conseil suprême serait formé incessamment pour diriger la lutte du peuple afghan, un président et des vice-présidents de l'alliance, devant être élus le 1er mars. L'« alliance » a demandé à être reconnue par la Conférence islamique.

## Grande-Bretagne : sidérurgistes contre policiers

## Thaïlande

Au cours d'une manifestation de deux mille étudiants thaïlandais, contre l'agression de l'URSS en Afghanistan, un porte-parole a déclaré que « l'intervention armée soviétique en Afghanistan, mettrait la paix grièvement en danger, en Asie et dans le reste du monde. Moscou soutient Hanoi dans sa dernière agression contre le Kampuchéa, menaçant directement la sécurité de la Thaïlande ».

Il a dit « que l'URSS et le Vietnam avaient refusé d'appliquer les résolutions de l'ONU qui leur demande de se retirer de l'Afghanistan et du Kampuchéa. Ce qui révèle leur tentative de se livrer à de nouvelles interventions. La Thaïlande pourrait être le prochain objectif de leur intervention », a-t-il ajouté.



Des affrontements ont eu lieu mardi, dans le sud du pays de Galles, entre des sidérurgistes en grève et la police. Trente-neuf personnes ont été arrêtées et inculpées. Les dirigeants des syndicats de la sidérurgie avaient repris à leur compte l'arrêté anti-grève de la Cour d'appel de Londres. Celui-ci interdisait que les sidérurgistes du secteur privé puissent faire grève avec ceux du secteur public. Les leaders syndicaux, plus enclins à la collaboration de classe, n'ont pas été suivis.

## Grenoble : lutte des lycéens contre la circulaire Beullac

Les lycéens de Grenoble ont mené avec succès la journée de grève et de mobilisation, du lundi 28 janvier, contre la circulaire Beullac. Cette circulaire préconise un stage en entreprise de 10 semaines par an pour les élèves de BEP et de CAP. Ce stage, évidemment non rémunéré, permettra en particulier au patronat de trier sa main-d'œuvre gratuitement, et de faire accomplir aux élèves les sales boulots. Depuis déjà deux à trois semaines, les lycéens de Grenoble s'étaient mobilisés, avaient tenu des Assemblées générales, s'étaient rendus par deux fois au Rectorat, sans que le recteur Tay accepte de les recevoir.

Ce lundi 28, les lycéens se sont regroupés à la gare et se sont rendus en manifestation jusqu'au Rectorat. Ils étaient plus de 2 000 avec des banderoles et des mots d'ordre, tels que «abrogation de la circulaire Beullac»,

ou encore «Giscard-Barre, dehors !». Contrairement aux fois précédentes, la police s'est montrée très discrète. Quelques professeurs suivaient la manifestation. La délégation des lycéens s'est vu à nouveau opposée un refus à sa demande d'entrevue.

Depuis que la lutte est engagée, les lycéens doivent faire face à des pressions et à des menaces. C'est ainsi que 4 élèves du lycée Guynemer, ont été renvoyés, et que les parents devront les réinscrire. En signe de protestation, une importante délégation de lycéens de Jean Bart, s'est rendue à Guynemer le 28 janvier. Enfin, c'est au lycée Jean Bart que l'action a eu le plus d'ampleur. Les lycéens ont fait grève des cours pendant une semaine, contre la circulaire Beullac. La reprise des cours a eu lieu le 29 janvier, mais les lycéens n'ont pas l'intention d'en rester là.

Du côté des syndicats en-

seignants, la situation n'est pas claire. La FEN est divisée. Quant à la CGT, on peut craindre qu'elle prenne une position plutôt favorable à la circulaire, un certain

nombre de ses militants réclamant publiquement «de bons stages», d'une façon très ambiguë.

Corresp. GRENOBLE



## «Langage Power» : un jugement favorable aux grévistes

Langage Power, c'est la plus importante école privée de langue en France, après Berlitz. Dans les cinq écoles Langage Power de la région parisienne, la majorité des enseignants sont en grève totale depuis le 20 janvier ; les grévistes de l'école située à Opéra, occupent leurs locaux de travail depuis le 23 janvier.

A l'origine de ce mouvement lancé par le syndicat SNPEP-CGT plusieurs exigences : d'abord, la réintégration d'un enseignant licencié, M. Tootill qui travaillait à l'école d'Opéra ; ce licenciement fait d'ailleurs partie d'une longue série de faits de répression

dont d'autres licenciements, notamment celui de Linda Sanquirgo, déléguée du personnel CGT qui vient d'ailleurs d'être refusé par les tribunaux.

Autre revendication à l'origine du mouvement actuel, l'augmentation des salaires : actuellement, l'heure de travail est payée à 21 F et aucun salaire minimum n'est fixé. En outre, les grévistes — employés de Langage Power — se battent pour une diminution de leurs horaires de travail : ils font actuellement en moyenne, selon le syndicat SNPEP-CGT, 12 h 30 de présence par jour.

La direction, face au mouvement, a choisi la ré-

pression : ce lundi 28 janvier, elle traduisait devant les tribunaux cinq grévistes de l'école située à Opéra ; le motif ? Ils sont accusés dans le cadre du conflit que la direction identifie à un conflit au sein du comité d'entreprise (1), d'empêcher les non-grévistes de travailler. Pour cette raison, la direction demandait l'évacuation des grévistes.

Ces derniers feront remarquer que les accusations de la direction ne correspondent nullement à la réalité : c'est elle qui a fermé, au contraire, les écoles de Bagnolet par exemple... Le tribunal — chose importante et rare — a d'ailleurs

donné raison aux grévistes ; en effet, suite à son jugement, la direction se voit interdite de fermer les locaux de l'école située à Opéra. Elle se voit en outre obligée de mettre à disposition des grévistes trois salles de cours afin qu'ils puissent recevoir les grévistes et les non-grévistes des autres écoles. Ce jugement, qui permet aux grévistes de poursuivre leur mouvement dans de meilleures conditions, vaut d'être souligné !

Le mouvement continue par ailleurs dans les différentes écoles Langage Power de la région parisienne : Bagnolet, Montparnasse, etc.

## «Les effets biologiques des faibles doses de radiations ionisantes» : .... un tiers de cigarette par an ? ....

Voilà plus de 10 jours que les manipulateurs radio de l'institut Gustave Roussy de Villejuif, sont en grève pour exiger en particulier de meilleures conditions de travail, un contrôle plus sérieux du milieu dans lequel ils passent 9 heures par jour, et dont-ils savent qu'il est ionisant (voir QdP 31 janvier). Partout, c'est le silence sur cette grève. Et voilà que le professeur Maurice Tubiana, chef du département des radiations de cet institut, dispose dans *Le Monde* du 30 janvier, de pratiquement une page sur la question des «effets biologiques des faibles doses de radiations ionisantes». Pas un mot sur le conflit en cours. Par contre, on a droit à des arguments que les manipulateurs radio de l'IGR de Villejuif entendent sans cesse ; exemple :

«Entre trois et quarante cigarettes par jour, la fréquence des cancers du poumon est proportionnelle au nombre de cigarettes. Peut-on, à partir de cela, calculer par une règle de trois, le risque d'une cigarette par mois, ou par an ? Une telle extrapolation risquerait d'aboutir à une surestimation du risque, à moins de bien connaître la relation liant la dose et l'effet». On peut déjà s'inquiéter qu'un scientifique ait recours à de tels raisonnements par analogie. Mais on peut s'étonner tout autant devant le fait que pour connaître «la relation liant la dose à l'effet», comme il est dit, aucune étude sérieuse n'est effectuée dans le centre, et que le contrôle des doses reçues par le personnel s'y fasse encore de façon archaïque, complète-

ment approximative. Lors d'un récent colloque sur les risques des différentes énergies, le Pr Tubiana n'avait-il pas lui-même indiqué : «On ne peut pas ne pas tenir compte de la mentalité

des gens». Dans cet article, il est question de «psychose préjudiciable». C'est ce qu'entend régulièrement le personnel. Autrement dit, il y a pour le moins deux discours...

## Palmarès du chômage

La direction régionale du travail de Nantes vient de publier un classement des départements français, selon leur taux de chômage. Rappelons que la moyenne nationale officielle est de 6,75 %. Vient en tête l'Hérault (11,3 %), suivi de la Loire-Atlantique (10,76 %), le Var (10,2 %). Quinze départements ont un taux supérieur à 8 % : le Nord, le

Pas-de-Calais, la Seine-Maritime, la Gironde, les Pyrénées Orientales, l'Aude, le Gard, les Bouches-du-Rhône, les Alpes-Maritimes, l'Aisne, les Ardennes, la Loire et la Haute-Garonne.

D'après ce rapport, la Région parisienne présenterait un taux de chômage voisin de la «moyenne» nationale...

## Grenoble : les élèves infirmières précisent leurs revendications

Au cours d'une assemblée générale le 29 janvier, les élèves-infirmières de l'hôpital de La Tronche et de l'hôpital-Sud de Grenoble ont précisé leurs revendications. Elles demandent le paiement de tout stage au tarif des aides-soignants, le paiement des frais de stages, (déplacement, matériel), le paiement du stage de fin d'année à temps plein, ainsi que le choix de l'établissement où le faire.

Enfin, elles réclament qu'il n'y ait aucune pénalisation pour absence maladie ou maternité. En un mot, elles réclament un statut de travailleur en formation, avec tous les droits qui en découlent. Elles ont décidé de faire une pétition, et de la faire signer par le maximum d'élèves, de faire une demande collective de bourse de promotion sociale à envoyer à la DDASS. Des contacts vont être pris avec d'autres écoles de l'agglomération. Des délégués vont être élus pour participer aux prochaines coordinations régionales et nationales.

Correspondante Grenoble

## 2 février : journée nationale d'affichage sauvage

Juste avant la fin de l'année dernière, l'assemblée nationale adoptait une loi relative «à la publicité aux enseignes et pré-enseignes». Motif officiel de cette nouvelle réglementation, un pseudo souci d'écologie, une prétendue réglementation de l'affichage publicitaire. Dans les faits, cette loi vise à interdire et à pénaliser lourdement l'affichage «sauvage», en particulier politique et associatif. Des amendes exorbitantes sont prévues pour les contrevenants, qui peuvent aller jusqu'à 10 000 F !

Pour s'opposer sur le terrain à cette interdiction, le collectif «Fête le mur» organise le 2 février une journée nationale d'affichage sauvage, dans plus de 40 villes du pays. Une soixantaine d'organisations participent à cette campagne, un collectif juridique regroupant des avocats assurera une permanence le jour dit... En toute hypothèse, ce samedi, les murs vont se couvrir de 30 000 affiches, au bas mot...

## Violation des droits de la défense (Communiqué)

« Michel Lapeyre a été arrêté le 13 mai 1977, en compagnie de Jean-Paul Gérard et de Frédéric Oriach, tous trois trouvés porteurs de diverses armes.

Ils ont été inculpés de détention d'armes de 1ère catégorie et réunion. Ils ont été condamnés par la Cour d'appel de Paris à 5 ans de prison dont 1 avec sursis, le 30 juin 1978.

Après deux ans et demi de détention, Michel Lapeyre s'est vu transféré le 21 novembre 1979 au Quartier de Haute Sécurité de Fleury-Mérogis. Le 23 novembre, il se voit notifier par le juge Filippi, chargé de l'affaire Tramoni, les inculpations suivantes :

- assassinat,
- complicité d'assassinat,
- guet-apens,

aux côtés de Harbulot, Savouillan, Slaguis, Marais, tous quatre en liberté provisoire.

C'est une véritable violation des droits de la défense puisque, deux ans et demi après, il n'y a pas le moindre élément dans le dossier du juge Filippi pour motiver une telle inculpation contre Michel Lapeyre.

Le seul élément de l'inculpation est l'arme qu'il portait sur lui lors de l'arrestation, ce pourquoi il a déjà été condamné.

Lors de la conférence de presse du 3 octobre 1977, les avocats avaient déjà dénoncé le détournement de procédure dont leurs clients avaient été victimes et revendiquaient le droit à être inculpés s'il y avait d'autres charges contre eux, afin qu'ils puissent faire preuve immédiate de leur innocence.

Si lors, Michel Lapeyre ne fut pas inculpé, c'est donc qu'il n'y avait rien contre lui.

Cette inculpation ayant lieu deux ans et demi après son arrestation, et un an et demi après sa condamnation, ne peut être qu'un artifice de procédure pour prolonger indéfiniment la détention de Michel, au-delà de la peine à laquelle il a déjà été condamné ».

Une campagne pour dénoncer de telles procédures et obtenir la libération provisoire de Michel Lapeyre, et son regroupement avec ses camarades, est lancée par ses avocats et un certains nombres d'organisations.

## Le Quotidien du Peuple

Directeurs politiques : Jacques Jurquet, Charles Villac  
Rédacteurs en chef : Pierre Burnand, Gérard Privat

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 - 75927 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 - Compte No 668 J  
CCP No 23 132 48 F - Paris

Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par ILN - Paris Distribué par les NMPP  
Commission paritaire : 56 942

# « Une guerre entre l'Afghanistan et l'URSS »

Suite de notre entretien avec l'ethnologue Mike Barry, spécialiste de l'Afghanistan

Réalisé par Jean-Paul Gay

**« L'ancienne élite éduquée a été massacrée ... Très souvent, ce sont les chefs traditionnels du peuple afghan qui ont pris la relève ... C'est l'Afghanistan, le vassal, et l'Union soviétique, le baron ... »**

Dans la première partie de l'entretien que nous accordé Mike Barry — et que nous avons publié dans notre édition d'hier —, celui-ci, s'appuyant sur une enquête très précise qu'il a réalisée en Afghanistan, décrivait la réalité de la société afghane hors des villes, une réalité qui concerne 90 % de la population. Mike Barry expliquait comment les hommes mis en place à Kaboul, avec l'intervention de plus en plus massive des Soviétiques depuis 1978, ont essayé de détruire avec brutalité cette société, au mépris des réalités, au mépris le plus complet de la volonté et des aspirations des masses afghanes.

Dans cette seconde partie de l'entretien, Mike Barry poursuit son exposé sur ces questions, et montre en quoi nous avons affaire aujourd'hui, à une guerre de l'URSS contre l'Afghanistan, une guerre qui menace l'existence même de ce pays.

La question à se poser est « A quelle condition une réforme agraire pouvait-elle être possible en Afghanistan ? » A mon avis, il fallait d'abord essayer de briser le cercle vicieux de la semence, permettre d'abord aux métayers d'avoir suffisamment de semences pour ne pas être obligés de payer des rentes dessus. C'était possible. D'autre part, prendre en compte l'héritage que représentait les structures communautaires du village en essayant d'aboutir à la suppression de la distinction entre propriétaires et métayers. Mais les mesures prises par le gouvernement Taraki-Amin, ont brisé à la fois ce qui pouvait être valable, et ce qui ne l'était pas, en spoliant des villages entiers. Parmi ce qui était valable, un certain nombre d'aspects des villages communautaires. Pour la répartition des eaux, c'était crucial, on ne peut pas utiliser l'eau toute seule, sinon les canaux d'irrigation ne fonctionnent plus. C'était une réalité locale extrêmement complexe qu'il fallait traiter avec doigté. Le non-respect de cette réalité a provoqué la ruine et la révolte des campagnes. C'est un premier point très grave.

Dans ce que j'ai publié\* à l'issue de mon séjour en Afghanistan, j'ai mis l'accent sur l'essor de la féodalisation, j'ai mis en cause les structures traditionnelles, leurs conséquences. Mais, en même temps, il faut voir à quel point une réforme selon son contenu et ses modalités d'application, peut être aussi absolument désastreuse.

## « LA LEGISLATION COLONIALE FRANÇAISE »

Je vous signale qu'en Algérie, la législation coloniale française avait un aspect extrêmement progressiste sur le papier mais, elle a contribué à détruire la structure communautaire des villages arabes qui avaient le même statut qu'en Afghanistan dans le bled algérien. Le propriétaire arabe de 18 villages, en Algérie, qu'on dépossédait, était un féodal, mais ce qui était grave, c'est que la structure communautaire du village était brisée en même temps. Parce qu'il y avait un roulement dans les champs, pâturage une année, culture une autre année, et tout d'un coup chaque paysan arabe était promu propriétaire personnel du petit lopin de terre qui se trouvait cultivé cette année-là, pour, par exemple, l'orge, alors que l'année suivante, il aurait semé son orge à côté. C'est d'ailleurs ce qui a permis, avec ce morcellement, de détruire l'économie du village traditionnel et à des propriétaires français de racheter ces terres les unes après les autres, reconstituant d'immenses domaines comme on en a vu en Algérie. En fait, la politique menée par le régime de Kaboul, c'était de promettre l'agriculture afghane à la ruine.

Le deuxième point, maintenant, qui est très grave, c'est que, depuis la dissidence des villages, les Soviétiques bombardent les villages et arrosent les champs au napalm, c'est-à-dire qu'ils vont provoquer une famine express.

Maintenant, il ne s'agit même plus de réforme agraire, il s'agit vraiment d'une guerre, entre l'Afghanistan et l'URSS. Il n'y a plus d'Etat ni d'armée en Afghanistan, les structures administratives se

sont effondrées, les Soviétiques contrôlent les ministères et remplacent l'armée. L'URSS a exploité l'indéniable mécontentement populaire contre la monarchie, puis contre le régime de Daoud, à la veille de 1978. Et elle a changé brutalement, violemment, l'évolution de la situation intérieure afghane pour son propre profit expansionniste.

*Les causes du mécontentement populaire étaient importantes.*

Elles étaient importantes et diverses. Nous en avons évoqué une : une certaine féodalisation dans les campagnes. Il y en avait bien d'autres. Il y avait le fait que l'aristocratie était corrompue et inefficace. Si elle laissait les gens vivre, en tout cas elle ne les aidait pas. Il est certain que le peuple aspirait à un renversement de la monarchie et à son remplacement par des officiers nationalistes, issus du peuple, pouvant engager le pays sur le chemin de la modernité, sans toutefois lui enlever son caractère islamique. Il est certain que le régime mis en place en avril 1978 a tout gâché. On peut dire que maintenant la « réaction » afghane à l'occupation va prendre un caractère si nettement antisoviétique qu'elle sera hostile à toute forme d'expression socialiste ; ça c'est l'URSS qui l'a provoqué. Au départ, ce n'était pas une évolution comme celle-là : l'Afghanistan changeait, mais, aujourd'hui, tous les rapports sont faussés par une ingérence flagrante, grossière. Maintenant, c'est l'union sacrée. La révolte afghane est une réaction à l'invasion de l'URSS. Maintenant, il s'agit pour l'Afghanistan de survivre ou de mourir, puisque l'URSS n'hésite pas à massacrer des paysans par centaines de milliers.

## « L'ELITE MODERNISTE A ETE MASSACREE »

*Certains disent : la révolte actuelle contre l'URSS, ce sont les féodaux qui la mènent, c'est réactionnaire.*

Oui et non. Il est certain qu'une société archaïque, qui connaissait quand même un équi-

libre puisqu'elle survivait comme ça depuis l'Antiquité, depuis presque la découverte de l'agriculture, il est certain qu'une société comme ça se défend tant qu'elle peut. Il est certain aussi que parce que l'ensemble de l'élite éduquée a été exécutée, la direction de la rébellion a été prise, presque à défaut par les clercs, par les mollahs. Ça c'est indéniable. Car l'ensemble, si vous voulez, de l'ancienne élite, qui n'était pas aristocratique, mais qui souhaitait, disons, un certain progrès, qui avait été formée, dans des écoles ouvertes à Kaboul par des Occidentaux, n'existe presque plus. Elle a été massacrée. De nombreux éléments éduqués du pays, des fonctionnaires, des enseignants, divers intellectuels, ont été exécutés sommairement ou déportés dans des bagnes tels que celui de Pol-é-Tcharki, près de Kaboul, où beaucoup sont morts, ceci sous le règne du régime pro-soviétique, depuis avril 1978. Des dignitaires religieux, des mollahs ont subi le même sort.

Très souvent, ce sont les chefs traditionnels du peuple afghan qui ont pris la relève. Ce qui d'ailleurs, s'est traduit par leur incapacité à mener des dialogues et à présenter leurs dossiers vis-à-vis d'Occidentaux, ils ne le peuvent pas, ils ne les connaissent pas, il s'agit de gens extrêmement simples et frustes, qui se battent. Ils ressemblent aux chouans dans le sens où ce sont les curés de villages qui conduisent le village et les paysans et qu'ils ne peuvent pas tenir un langage qu'ils n'ont pas appris. Alors, on a beau jeu, évidemment, de les présenter comme des féodaux réactionnaires.

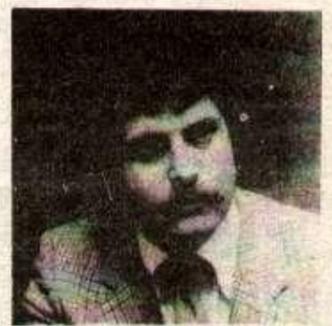
## « DES BOMBARDIERS ULTRA-MODERNES CONTRE DES VILLAGES DE TORCHIS »

Je le répète, il est certain que ces villages de torchis que j'ai connus, avaient des structures fortement hiérarchiques mais, entre ces petites maisons de pisé, bombardées, et ces avions ultrasophistiqués, qui viennent leur déverser des armes chimiques dessus, où sont les féodaux, où sont les vassaux ? Il ne faut pas exagérer, il y a des proportions à respecter. Je veux dire : c'est l'Afghanistan le vassal et c'est l'Union Soviétique le baron. Il y a une certaine réalité que le Parti communiste français oublie totalement : il s'agit de très petites gens, une paysannerie pauvre, avec ses structures, avec ses défauts mais, qui est ce qu'elle est et qui est face à une armée moderne, conquérante, agressive.

*On dit aussi que la révolte est téléguidée par le Pakistan, donc par les Occidentaux. Marchais parlait de 30 bases d'entraînement au Pakistan, rentrant dans ce cadre.*

C'est absolument faux. La seule part de vérité c'est que les

Mike Barry



*Mike Barry, ancien membre du SDS, le mouvement étudiant américain, dans lequel il a milité contre la guerre menée par les Etats-Unis au Vietnam, est un ethnologue et un spécialiste de l'Islam. A ce titre, il a vécu plusieurs années en Afghanistan, et il y est retourné à plusieurs reprises depuis 1973. Il a séjourné dans des régions reculées de ce pays, notamment dans les montagnes centrales où les tribus afghanes, dans les mois précédant l'invasion soviétique de fin décembre, avaient engagé de rudes combats contre les forces du régime pro-soviétique de Kaboul.*

*Parlant le persan, il a mené, pendant quelque temps, la vie de certaines tribus. Ce qui lui a permis de mieux connaître un certain nombre de réalités fondamentales de la société afghane, volontairement ignorées par la propagande soviétique ou pro-soviétique.*

gens qui vivent le long de la frontière pakistanaise, en Afghanistan, ont en général des cousins de l'autre côté de la frontière et sont accueillis chez eux. C'est absolument tout. Il est certain qu'ils jouissent d'un certain sanctuaire, à peu près comme le FLN algérien jouissait de sanctuaires en Tunisie. Mais, le Pakistan lui-même est un Etat pauvre, arriéré, qui est extrêmement prudent dans cette affaire. Le gros des armes dont se servent les guérilleros afghans, sont, en fait, des armes soviétiques parce que l'armée afghane a déserté pour rejoindre leurs rangs. Je ne dis pas qu'à l'avenir la Chine et les USA n'aideront pas les guérilleros afghans. Ça reste dans le domaine des possibilités. Mais, je répète encore une fois : c'est l'URSS qui les y aura poussés. Et puis, quand on se bat pour sa vie, on ne fait pas la fine bouche. On reçoit des armes d'où on peut. Le drame, c'est qu'en août 1979, l'armée afghane était prête à renverser Hafizullah Amin et qu'elle en a été empêchée par l'armée soviétique. En août 1979, la garnison de Kaboul s'est révoltée, et des chars sont partis prendre d'assaut le Palais présidentiel, pour renverser Amin. Mais, ces chars ont été bombardés par des bombardiers soviétiques. La garnison de Kaboul a été anéantie par l'aviation soviétique. Depuis mars 1979, l'aviation soviétique a remplacé l'aviation afghane dont de nombreux pilotes ont été fusillés.

\* cf notamment : « Afghanistan » édité dans la collection « Petite planète »



Des paysans tadjiks effectuant des travaux d'artisanat.

Demain, la fin de cet entretien :  
« Le morcellement de la résistance, c'est sa faiblesse, mais sa force aussi »